

Publié le 7 mai 2021

Le gaz à vendre : l'Ukraine, terrain d'une guerre commerciale entre Russie et États-Unis pour leur marché respectif

Au début d'avril, le président Poutine déploie 100 000 soldats russes le long de la frontière avec l'Ukraine (et en Crimée). Le 23 avril, Moscou annonce leur retrait. Comment expliquer ce regain de tension dans le Donbass ?

Les clefs du regain de tension dans le Donbass ne sont pas locales. Pour en percevoir la logique, il faut remonter aux lignes de fracture historiques, mais aussi examiner les arrière-pensées des nations qui peuvent avoir un intérêt à instrumentaliser ce conflit. (CARTE)

La situation géopolitique, premier essai de compréhension

D'une part, «le clivage entre le Nord-Ouest, orthodoxe mais d'influence polonaise et lituanienne, c'est-à-dire occidentale, et le Sud-Est soumis aux Tatars et aux Ottomans, puis conquis et colonisé par l'Empire russe, se retrouve jusqu'à aujourd'hui dans la structure politique du pays : le Nord-Ouest vote plutôt pour les pro-Européens et se méfie de l'influence russe, tandis que le Sud-Est vote plutôt pour les pro-Russes, se méfie de l'influence occidentale (souvent assimilée au fascisme depuis la deuxième guerre mondiale) et peut même se soulever contre le pouvoir de Kiev lorsque ce dernier se rapproche de l'Ouest¹.»

D'autre part, on sait que Kiev fut, depuis le IX^e siècle, le centre d'un puissant État slave, appelé «Rus» ou «Ruthénie». La Russie considère l'Ukraine comme son «berceau» historique (elle en porte même le nom : Russie), ce qui fait que les liens qui rattachent l'une à l'autre sont, historiquement et affectivement, très forts.

Mais il y a aussi les tractations de la politique occidentale.

Les explications plus récentes viennent aussi des événements politiques plus près de nous. Dans ces conditions, et compte tenu de l'unité sociale fragile de ce pays et de sa proximité «charnelle» avec la Russie, il est facile de comprendre à quel point il était hasardeux, et même suicidaire, de la part de l'Europe, de proposer à l'Ukraine, en 2013, un accord d'association.

Cet accord avait comme but ultime l'intégration de ce pays à l'OTAN. Une proposition initiale à l'instigation, évidemment, des Américains, sans même avoir pris la peine de «démminer» celui-ci par un accord parallèle avec les Russes. Une véritable folie ! «Piquer» son «bébé», ou sa meilleure proie, selon l'optique que l'on aura, sous le nez de l'ours russe ? Quel est donc le politique occidental ou le haut fonctionnaire bruxellois qui a conçu un tel plan ? Comment a-t-on pu penser

1 - Voir [Wikipedia](#).

qu'il avait la moindre chance d'aboutir ? Agiter un chiffon rouge devant un taureau aurait eu un effet moins violent. On reste confondu par tant de naïveté... La crise ukrainienne, et la guerre actuelle du Donbass, étaient déjà inscrites dans cette faute politique et diplomatique initiale majeure, fruit à la fois de notre méconnaissance de l'Histoire, de notre *hybris* européen «droit-de-l'hommiste» et de notre faiblesse politique, «vendue» aux intérêts américains.

Et leurs conséquences :

- Décision, le 21 novembre 2013, de la part du Gouvernement ukrainien, sous la pression de la Russie, de ne pas signer l'accord d'association Europe/Ukraine.
- Violentes manifestations et soulèvements, à partir de cette date, appuyés ouvertement par les USA et l'Europe², qui aboutissent, le 21 février 2014, sous l'égide de l'Allemagne, de la France, de la Pologne et de la Russie, aux accords du Maïdan entre le Président Ianoukovytch et l'opposition.
- Dénonciation de ceux-ci, dès le lendemain, par l'opposition séparatiste. Reprise du soulèvement et, sous prétexte de l'absence de Kiev du Président Ianoukovytch, destitution de celui-ci par le Parlement sous la pression violente de la rue.
- Abrogation par le nouveau pouvoir de la loi sur les langues (qui reconnaissait le russe comme l'une des langues officielles du pays), une décision totalement provocatrice, qui met immédiatement le feu aux poudres dans la partie Est du pays et dans la Crimée.
- Séparation, début mars 2014, de la République autonome de Crimée et rattachement de celle-ci à la Fédération de Russie à la suite d'un referendum le 14 mars, avec une approbation de 96,7 %³.
- Prise d'assaut, en avril, des bâtiments publics de plusieurs villes de l'Est, autour de Donetsk et Louhansk, et proclamation de l'indépendance des deux régions, mettant ainsi en œuvre la partition du pays⁴.
- Élection, le 25 mai 2014, du Président Porochenko en lieu et place de l'ancien président Ianoukovytch.
- Signature à Bruxelles, le 27 juin 2014, par Petro Porochenko, d'un accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'UE.
- Signature néanmoins par les belligérants, sous l'égide de la Russie, le 5 septembre 2014, d'un accord de cessez-le-feu, le protocole de Minsk⁵, suivi ensuite, en février 2015, par

2 - Qui soutiennent officiellement l'opposant Vitali Klitschko et vont jusqu'à envoyer sur place des parlementaires américains, comme le Sénateur John McCain, pour renforcer et crédibiliser l'opposition et rencontrer le parti néonazi Svoboda, très actif dans le mouvement. De même, la sous-secrétaire d'État américaine aux affaires européennes et asiatiques, appelle, lors d'un sommet de l'OSCE à Kiev même, le 5 décembre 2013, «le Gouvernement ukrainien à écouter son peuple». Qu'aurait-on dit si la Russie avait envoyé, au Mexique ou au Canada, des parlementaires russes pour soutenir une révolution politique anti-américaine appuyée par un parti néonazi, et appelé le gouvernement local à «écouter son peuple» ? On aurait parlé d'un *casus belli*, sans doute... Voir : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Euroma%C3%AFdan> et [https://fr.wikipedia.org/wiki/Svoboda_\(parti_politique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Svoboda_(parti_politique)).

3 - Voir [Wikipedia](#).

4 - Ceci est d'autant plus grave que c'est précisément la partie Sud-Est du pays qui en est le poumon industriel et financier. Cette partition est désastreuse pour l'Ukraine et la condamne à ne jamais pouvoir remonter la pente si un accord durable n'est pas trouvé.

5 - L'Ukraine, la Russie, la République populaire de Donetsk et la République populaire de Lougansk. Voir [Wikipedia](#).

l'accord Minsk 2⁶, discuté selon le «format Normandie» (France, Allemagne, Russie, Ukraine).

L'affaiblissement de l'Ukraine

On comprend, suite à cet enchaînement tragique, à quel point l'Ukraine est aujourd'hui appauvrie et fragilisée. Les frustrations qui ont suivi ces rebellions venues de la loi, des forces d'opposition des séparatistes ont été rendues plus aiguës par les craintes occidentales. Cette faiblesse et cette frustration, auxquelles il faut ajouter la question de la Crimée non résolue⁷, font que l'Ukraine devient facilement, du coup, l'otage de confrontations internationales entre les intérêts des «grands» (Russie, Europe, USA). Si l'on rajoute à cela, *last but not least*, le fait qu'une bonne partie du gaz russe destiné à l'Europe passe aujourd'hui par l'Ukraine, qui perçoit à ce titre 3 milliards d'USD par an, on a presque toutes les pièces du puzzle pour comprendre la crise actuelle...

C'est sans doute le besoin de se re-légitimer, dans ce contexte économique et politique interne très difficile, qui a poussé le nouveau Président ukrainien, l'humoriste, acteur et réalisateur Volodymyr Zelensky⁸, élu le 20 mai 2019, à déclarer récemment la nullité des accords de Minsk⁹, alors qu'il avait fait campagne sur le renforcement du cessez-le-feu et sur son possible rapprochement avec la Russie (il est en effet originaire de l'Est et russophone). En effet, les mesures prises depuis son accession au pouvoir ont surtout montré son impuissance à réformer véritablement son pays et sa complaisance vis-à-vis des oligarques et des politiciens corrompus.

La source cachée du réveil des tensions

Il n'en fallait pas plus pour rallumer la tension entre Ukrainiens et séparatistes russophones du Donbass, tension que Joe Biden, qui cherche lui aussi une posture face à l'échec patent de la politique pro-migrants et un dérivatif aux tensions avec la Chine, n'a pas manqué d'exploiter en prévoyant d'envoyer (puis en y ayant apparemment renoncé) deux navires de guerre américains en mer Noire¹⁰, tout comme l'a fait Poutine, en massant une quantité importante de troupes à la frontière ukrainienne et en déployant lui aussi sa flotte près de Sébastopol.

C'est qu'il existe en réalité, entre USA et Russie, une confrontation d'intérêts géopolitiques bien plus importante que celle de la «petite» Ukraine, un théâtre d'opérations où les Américains savent bien qu'ils n'auront jamais gain de cause et que le pays ne rejoindra jamais l'OTAN, sous peine d'une guerre civile généralisée. Ce point de friction, c'est le gaz.

6 - Voir [Wikipedia](#).

7 - Le rattachement de la Crimée à la Russie n'est pas reconnu par l'Ukraine et par la plupart des pays, sauf la Russie, la Biélorussie, le Venezuela, l'Afghanistan et la Syrie.

8 - Voir [Wikipedia](#).

9 - Tout en ayant déclaré à Bruxelles, en juin 2019, que «la priorité de sa politique étrangère» était d'«intégrer l'UE et l'OTAN en tant que membre à part entière».

10 - Voir [Le Figaro](#).

Le gaz, source des tensions géopolitiques internationales

Comme le montre excellemment le Pr Samuel Furfari¹¹, et contrairement à ce qu'affirment ceux qui promettent la «transition énergétique» pour demain matin, la vérité est que le gaz est aujourd'hui, avec les nouvelles générations de centrales nucléaires, la future énergie extrêmement abondante, bon marché et «propre». Pour cette raison, elle fait l'objet d'une furieuse bataille entre les pays, et notamment entre Russes et Américains, pour approvisionner l'Europe. Ceci est d'autant plus stratégique que les Américains sont aujourd'hui devenus le 3^e exportateur mondial de gaz (issu de roche-mère), alors que la Russie est le 4^e. Ainsi, ils ont un très grand intérêt à la fois à vouloir «ficeler» les Européens et à «embêter» les Russes, pour éviter qu'ils ne fassent la même chose...

On peut bien penser que la recherche de la suprématie énergétique était l'une des raisons qui ont empêché Donald Trump de se rapprocher des Russes autant qu'il l'aurait voulu au cours de son mandat. C'est évidemment aussi une raison importante qui explique la «provocation» de Biden en Ukraine avec ses bateaux. En effet, si celle-ci pouvait apporter quelque «dommage collatéral» causé par les «méchants Russes», ce serait le prétexte rêvé pour obliger la faible Europe à voter des sanctions plus importantes contre ce pays et à ne pas lui acheter plus de gaz. On comprend l'embarras des Européens qui, pour le moment, condamnent sans condamner, face à l'escalade de la situation.

Malheureusement pour l'Amérique, l'Allemagne, puisque c'est elle qui est au centre de ce «jeu», est bien proche de finaliser la construction, avec les Russes, de l'énorme projet de gazoduc sous la Baltique, North Stream 2, qui doublera la capacité de livraison russe. On ne voit pas bien comment les essais désespérés de l'Amérique pourraient empêcher la fin de ce projet, qui a coûté 11 milliards d'USD, et dont il ne reste plus que 150 kilomètres à terminer.

Ce que nous devons comprendre

- **Pourquoi Zelensky fait «monter la pression».** En effet, si demain les Russes n'ont plus besoin de lui pour faire passer leur gaz vers l'Europe, il deviendra définitivement leur «marionnette». Il a donc intérêt à jouer résolument, pour l'instant, une carte antirusse, quitte même à relancer la guerre civile, pour empêcher si possible North Stream 2 de se faire. C'est presque une question de survie pour lui, mais déjà un combat d'arrière-garde... Guerre civile, perte de la Crimée, appauvrissement, perte de leur carte maîtresse du «chantage au gaz», l'Ukraine aura vraiment tout perdu dans l'affaire depuis 2013.
- **Pourquoi les Américains essaient de créer un *casus belli* sur place,** sans aller jusqu'à risquer de s'embourber. En réalité, ils ont déjà perdu la partie, et ils le savent.
- **Pourquoi Poutine défend sa position sur l'Ukraine et sur la mer Noire** bec et ongles, comme pour dire à tous les autres «Vous me cherchez ? Je suis là !», tout en attendant patiemment que son gazoduc se termine. Il a clairement la bonne position et tient sa revanche de 2013.
- **Pourquoi les Européens sont coincés** entre leurs envies d'expansion politique vers l'Est, leurs craintes des rétorsions américaines et leurs intérêts énergétiques. La tenace Merkel

11 - Voir [Revueconflits](#).

parviendra à ses fins. Elle tiendra le robinet de l'énergie européenne avec son gaz. Nous aurons perdu encore un peu plus de souveraineté.

- **Pourquoi**, alors que c'est en Ukraine que les tensions se produisent, **il faut en réalité regarder l'Allemagne**, le bénéficiaire ultime du gaz russe, pour le comprendre¹².

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

12 - Voir [Revueconflits](#).